

**DÉLIBÉRATION 2025 20 -**  
**Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du Compte Epargne-Temps pour**  
**les agents de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées**

Séance du Comité Syndical du 17 juin 2025

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le Comité syndical a approuvé le 4 septembre 2014 (délibération n° 2014 024), la mise en œuvre du compte épargne-temps pour le personnel de l'Agence, conformément au décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, puis le 31 mai 2017 (délibération n° 2017 32), l'indemnisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps.

L'arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget du 24 novembre 2023 fixe les montants des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET) par catégorie statutaire comme suit :

Catégorie A - 150€ brut par jour

Catégorie B - 100€ brut par jour

Catégorie C - 83€ brut par jour

C'est pourquoi, il vous est proposé de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

**DÉLIBÉRATION 2025 20 -**  
**Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du Compte Epargne-Temps pour**  
**les agents du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole**

Séance du Comité Syndical du 17 juin 2025

Vu les articles L 621-4 et L 621-5 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'article 6-2 du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 relatif à l'indemnisation de chaque jour épargné à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire fixé par arrêté ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié, relatif aux modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps et notamment l'article 7;

Vu le décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget du 24 novembre 2023 fixant les montants des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET) par catégorie statutaire ;

Vu la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 portant sur la mise en œuvre du compte épargne-temps modifiée par la délibération 2017 32 du 31 mai 2017 portant sur l'indemnisation des jours épargnés et par la délibération 2019 25 du 19 septembre 2019 ;

Considérant qu'il convient d'actualiser l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 conformément aux modifications apportées par l'arrêté du 24 novembre 2023 fixant les montants des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET) ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 comme suit :

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

- L'unité d'alimentation du compte épargne-temps est la journée entière.

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être indemnisés à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire, fixé par l'arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié, à compter du 16<sup>e</sup> jour et plus (les 15 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés) comme suit :

- Catégorie A - 150€ brut par jour
- Catégorie B - 100€ brut par jour
- Catégorie C - 83€ brut par jour

Ou, verser au titre de la RAFP selon les barèmes réglementaires en vigueur. Ces options sont donc ouvertes pour les jours inscrits au CET entre le 16<sup>e</sup> et le 60<sup>e</sup> jour.

Ainsi l'agent titulaire ou contractuel peut, pour les jours épargnés opter :

- soit pour leur utilisation sous forme de congés,
- soit les maintenir au titre du CET sous réserve de ne pas dépasser le plafond de 60 jours (si le plafond est atteint, aucun jour supplémentaire ne peut être épargné), hormis les dérogations prévues lors de l'état d'urgence et des Jeux olympiques et paralympiques,
- soit être indemnisé au-delà du quinzième jour,
- soit (seulement pour les fonctionnaires CNRACL) demander leur prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

**DIT** que les autres articles de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 restent inchangés et que l'article 5 suivra l'évolution de la réglementation à venir notamment concernant les montants forfaitaires par catégorie statutaire.



Le Président,

  
Sylvain Raifaud